

Recherches sociographiques



Eugénie BROUILLET et Louis MASSICOTTE (dirs), *Comment changer une constitution ? Les nouveaux processus constituants*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, xiv+152 p.

François Rocher

Volume 53, numéro 3, septembre–décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013501ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013501ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rocher, F. (2012). Compte rendu de [Eugénie BROUILLET et Louis MASSICOTTE (dirs), *Comment changer une constitution ? Les nouveaux processus constituants*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, xiv+152 p.] *Recherches sociographiques*, 53 (3), 691–693. <https://doi.org/10.7202/1013501ar>

une prérogative des militants. Également, depuis l'arrivée de Pauline Marois, il a noté une accentuation de la centralisation autour du chef mais sur un mode plus informel (sans réforme de structure). Deuxièmement, il a mis en évidence un changement dans les motivations de la base militante par rapport aux finalités initiales du parti. Ainsi, de moins en moins de militants considèrent que l'objectif premier de leur parti repose uniquement sur une idéologie alors que de plus en plus de personnes s'engagent pour voir le PQ former le prochain gouvernement. Ainsi, l'objectif partagé par une majorité de militants est celui d'accéder au pouvoir. Dans ce contexte, le critère d'évaluation des performances du chef et du parti devient le score électoral (réel ou appréhendé) plus que la cohérence idéologique ou le contenu des propositions programmatiques ou de campagne.

L'analyse présentée est convaincante, basée sur une recherche approfondie menée depuis 1993, des entrevues et des questionnaires. Néanmoins, nous regrettons le fait que cette étude ne soit pas une sociologie militante : à la fin de l'ouvrage nous n'en savons pas plus sur qui sont les militants du PQ, s'ils ont changé avec le temps, et quel est leur parcours de militantisme. Finalement, l'auteur offre peu de pistes pour comprendre les changements qualitatifs – qu'il étudie – du rapport au politique de la base militante à la direction du parti. Offrant essentiellement une analyse des opinions exprimées et des intentions des militants, il ne permet pas de connaître les pratiques militantes au sein du PQ, leur transformation et reproduction éventuelle.

Pascale DUFOUR

*Département de science politique,
Université de Montréal.
pascale.dufour@umontreal.ca*

Eugénie BROUILLET et Louis MASSICOTTE (dirs), *Comment changer une constitution ? Les nouveaux processus constitutants*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, xiv+152 p.

La publication de cet ouvrage fait suite à un colloque international qui s'est déroulé en mai 2009, organisé par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires. Elle tente de rendre compte d'un phénomène paradoxal. En effet, la chute du Mur de Berlin et la fin de plusieurs régimes autoritaires dans plusieurs pays en développement ont donné lieu à la multiplication de constitutions d'inspiration démocratique. Au même moment s'est manifesté un certain « désenchantement » face aux institutions politiques, comme le montrent de nombreux sondages d'opinion et la baisse généralisée de la participation électorale.

Pour répondre aux préoccupations des citoyens, les deux directeurs de l'ouvrage notent, en introduction, que « cette attitude nouvelle des publics occidentaux s'est traduite par une boulimie de changements touchant aussi bien le contenu des institutions que le processus constituant » (p. 3). En effet, on réclame, d'une part, des procédures favorisant la consultation des constitués et une certaine

forme de démocratie directe alors que, d'autre part, on conteste les changements institutionnels qui sont toujours perçus comme renforçant le privilège des élites politiques. Ce sont ces deux dimensions qui retiennent l'attention des auteurs des six chapitres qui composent cet ouvrage.

Or, si les questions posées en introduction sont des plus pertinentes, l'angle d'approche adopté par les auteurs n'apporte que des réponses parcellaires et fragmentaires. Par exemple, le chapitre de Karol Edward Soltan soulève notamment des enjeux théoriques qui portent, pour l'essentiel, sur le processus complexe d'engagement politique à l'endroit de la modération vue comme s'inscrivant dans la poursuite du bien commun et cherchant la réduction des penchants destructeurs de l'humanité. Il donne comme exemple l'évolution récente de l'Union européenne et la chute de l'Union soviétique en 1989. Ces deux transformations majeures sont sources de renaissance, mais l'auteur demeure plutôt muet sur les désenchantements qui ont suivi.

Dans le chapitre suivant, Jonathan Rose s'intéresse au rôle que jouent les citoyens dans les processus constitutants en prenant appui sur les exemples d'assemblées constituantes mises sur pied en Colombie-Britannique et en Ontario portant sur les réformes électorales. Il montre en quoi ces assemblées ont transformé notre compréhension de la délibération démocratique. Toutefois, il aurait été pertinent, me semble-t-il, d'analyser les raisons pour lesquelles ces deux réformes ont été rejetées par la population par voie référendaire.

Les autres chapitres se penchent sur les révisions constitutionnelles sous la V^e République française (Bertrand Mathieu), les transformations constitutionnelles récentes en Amérique latine (Javier Corrales) et au Mali (Louis Massicotte). Les conclusions que les auteurs tirent de ces expériences sont éclairantes de par la diversité des processus étudiés. Bertrand Mathieu conclut en affirmant que « la révision constitutionnelle est une opération complexe qui fait intervenir le cas échéant le juge et l'expert, répondant ainsi à une évolution du système politique qui s'écarte de la démocratie représentative sans cependant rompre avec les principes qui en forment l'armature » (p. 105). Javier Corrales montre plutôt que la diminution ou l'accroissement des pouvoirs présidentiels issus de réformes constitutionnelles en Amérique latine dépend des rapports de force entre le parti au pouvoir et l'opposition au sein des assemblées constituantes. La modération célébrée plus haut devient le résultat d'un jeu de pouvoir. Le dernier chapitre se penche sur le Mali présenté comme « un exemple réussi de démocratisation exercée par des régimes à parti unique » (p.14) et conclut que « le fait que les Maliens aient insisté pour mettre en œuvre eux-mêmes les principes de base du constitutionnalisme démocratique était de bon augure pour l'avenir » (p. 152). La constitution de 1991 n'a pourtant pas mis Amadou Toumani Touré, qui devint chef de l'État pendant la période de transition (1991-1992) puis président à compter de 2002, à l'abri du coup d'État de mars 2012, ni empêché la dissolution des institutions ou la suspension de la Constitution. C'est dire que les constitutions, même élaborées dans la modération et faisant appel au consentement populaire, ne garantissent pas toujours la stabilité politique.

Ce livre intéressera ceux qui réfléchissent aux processus constitutifs. Il fournit quelques pistes d'interprétation, mais ne répond que bien marginalement à la question qui fait office de titre : comment changer une constitution ?

François ROCHER

*École d'études politiques,
Université d'Ottawa.
francois.rocher@uottawa.ca*

Jean-François CONSTANT et Michel DUCHARME (dirs), *Liberalism and Hegemony. Debating the Canadian Liberal Revolution*, University of Toronto Press, 2009, 474 p.

En rassemblant, développant et complétant les contributions à un colloque organisé en mars 2006 par l'Institut d'études canadiennes de McGill, cet ouvrage permet de faire le point sur les enjeux de l'histoire du Canada tels qu'ils se dessinent sous le jour nouveau que projette sur eux depuis le tournant du siècle l'audacieuse synthèse d'Ian McKay, de l'Université Queen's, transcendant l'opposition entre histoire sociale et histoire politique en une démarche de « re/connaissance » de leurs acquis respectifs. Le volume s'ouvre par la reproduction anastatique de l'article programmatique de MCKAY (2000), peut-être unique en son genre, et se conclut par un autre non moins touffu (« Canada as a long liberal revolution : On writing the history of actually existing Canadian liberalisms, 1840s-1940s ») qui en revisite les thèses en dialogue avec la douzaine d'études critiques que ces deux textes encadrent et qui se répondent mutuellement, ayant préalablement circulé entre les participants au colloque.

Ce feu croisé de réflexions met en relief le riche potentiel comme certaines limites du cadre interprétatif de « l'ordre libéral » que McKay surimpose à l'histoire moderne du Canada à partir de catégories « risorgimentales » (qu'on me passe le jeu de mots) empruntées à Gramsci. Comme celui-ci déconstruit la formation de l'Italie, McKay dénature celle du Canada, création contingente de quelques hommes blancs de la vallée du Saint-Laurent, ce Piémont de l'Amérique du Nord britannique (p. 638) doté d'un Cartier comme Cavour pour tirer de cette expression géographique, non pas la nation démocratique qu'y projettent rétrospectivement les discours officiels du genre « Minutes du Patrimoine », mais l'« empire libéral » (p. 641) qu'exigeait un certain « bloc historique » pour asseoir son hégémonie sur toute l'étendue septentrionale du continent. « L'hégémonie libérale au Canada de 1840 à 1950 a été un processus de formation et de consolidation étatiques combinant le consentement, la coercition et la corruption, en vertu duquel le parti de l'ordre libéral a acquis une position dirigeante au sein du Canada et une place assurée bien que subordonnée au sein du monde international. » (p. 368) McKay n'hésite pas à parler de « révolution par le haut » à propos de ce processus mis en marche sous la forme d'une restauration après l'échec des rébellions (un peu comme la formation de l'Allemagne bismarckienne au même moment), puisqu'il a bouleversé des modes de vie séculaires, voire plurimillénaires, en leur substituant de nouvelles formes sociales basées sur la maximisation de l'intérêt particulier